



TRIBUNE

«La mort et son régime politique», par Jean-Luc Mélenchon

Par Jean-Luc Mélenchon, député des Bouches-du-Rhône, président du groupe LFI à l'Assemblée(<https://www.liberation.fr/auteur/7183-jean-luc-melenchon>) — 6 novembre 2020 à 17:10



La ministre de la Défense, Florence Parly, le ministres des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, après une conférence de presse au sujet du Conseil de Défense le 30 Octobre. Photo Yoan Valat. AFP

Pour le leader de La France insoumise, le gouvernement macroniste cumule les abus de pouvoir, notamment dans sa gestion de l'épidémie de coronavirus, et met en place un type nouveau de régime autoritaire.

Tribune. Comment en est-on arrivé là ? Ou a été établi le plan de confinement ? «*En Conseil de défense*», a déclaré le porte-parole du gouvernement. On ne saura donc ni pourquoi ni comment ont été prises les décisions que le gouvernement a recopié sans discuter. Car l'ordre du jour et les conclusions de ce conseil sont «secret-défense». Qui ouvre la bouche à l'extérieur encourt des sanctions pénales. Mais de quel droit la pandémie est-elle traitée là ? Car le code de la défense prévoit de façon bien précise les attributions de ce conseil. Rien que du militaire. D'ailleurs sur huit membres, il y a quatre des plus hauts responsables de l'armée et du

renseignement ainsi que la ministre de la Défense. Ce Conseil de défense décide des plans d'action contre l'épidémie. Pourtant il n'y siège aucun expert des questions médicales. Ce conseil a aussi tranché sur les conclusions de la Convention citoyenne pour le climat. Il traitera aussi, a-t-on annoncé, de la loi à propos du prétendu séparatisme musulman(https://www.liberation.fr/france/2020/10/02/separatisme-le-president-sort-la-carte-scolaire_1801279).

La stratégie du choc

Autant d'abus de pouvoir. Ils couronnent une évolution visible de la macronie. Dorénavant c'est l'extinction méthodique des libertés individuelles et collectives. Le gouvernement vous dit quand vous pouvez sortir de chez vous et quand vous rentrerez. Il décide de l'heure limite de votre repas si vous vous le faites livrer. Il ne vous permet pas de pratiquer votre religion en réunion mais vous autorise le supermarché et le jogging. Il décide aussi du nombre des assistants aux funérailles. «C'est le Covid vous dis-je !» Non c'est la stratégie du choc décrite par Naomi Klein. Sous l'effet de sidération, l'extension sans fin et sans contrôle des pouvoirs du président a pris l'air d'une évidence. Au point qu'un ministre de la Santé peut trouver normal de hurler aux députés qui lui tiennent tête dans l'hémicycle : «*Sortez d'ici.*» A-t-il entendu Mirabeau lui répondre ? Sous prétexte de virus, encore des violences contre les salariés. La macronie a déjà supprimé les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les entreprises et a introduit dans l'état d'urgence sanitaire des ordonnances autorisant un piétinement général des droits acquis. Toute restriction au travail du dimanche est levée et l'employeur peut aussi décider du moment de vos vacances et RTT, de diminuer la durée de la pause repas, et celle entre deux jours de travail de douze à neuf heures. Mais il peut aussi rallonger de douze heures le maximum hebdomadaire européen de quarante-huit heures. Qui refuse ces modifications cruciales pour la vie quotidienne de sa famille peut être licencié à ses dépens.

A LIRE AUSSI

Confinement : le gouvernement dans le dur(https://www.liberation.fr/france/2020/11/04/confinement-le-gouvernement-dans-le-dur_1804535)

Le choc contamine tous les domaines. Ainsi quand le ministre de l'Education nationale, reprenant les pires affabulations de l'extrême droite, prétend exercer un contrôle sur les recherches en sociologie à propos du recoupement des discriminations ! La liberté de réunion est anéantie comme celle de manifester. De tous côtés le fichage et les fichiers : sanitaire, comportemental, génétique, et la perspective de leur usage croisé. Pluie d'amendes pour qui désobéit. Matraquage, mutilations, gaz et condamnations à la chaîne pour les récalcitrants : 1 000 gilets jaunes condamnés à de la prison ferme, 32 éborgnés, 90 perquisitions contre les décrocheurs de portrait du Président. Instrumentalisation de la justice dans les règlements de compte politique du parti au pouvoir : la brutalité et l'abus de pouvoir sont devenus la règle. Et voici qu'arrive encore une loi d'initiative macroniste sur «la sécurité globale».

(https://www.liberation.fr/france/2020/11/05/proposition-de-loi-securite-globale-la-defenseuse-des-droits-note-des-risques-considerables-pour-les_1804702) Son but est une surveillance accrue de la vie privée avec les drones et la reconnaissance faciale par caméra. Mais il s'agit aussi d'absoudre par avance les violences policières en les rendant impossibles à prouver par des images. Ce nouveau délire vient après sept lois en trois ans de surenchère. Droit de censure des réseaux sociaux, durcissement du fonctionnement de la justice (avec un record historique de censure du Conseil constitutionnel), entrave des lanceurs d'alerte sous prétexte de secret des affaires. Tout a été bon aussi contre le droit d'asile et les

conditions de rétention des réfugiés de l'immigration en Méditerranée. Certes il y a déjà eu une inflation sidérante de lois sur la sécurité depuis trente ans : 16 lois contre le terrorisme, 32 lois sur la lutte contre la délinquance, 21 lois sur l'immigration. Et jamais le moindre bilan d'aucune d'entre elles.

Préjugé technocratique

Mais le régime macroniste a fait de ce qui était une compulsion électoraliste une méthode et un projet assumé. En témoigne le projet de réduire le nombre des parlementaires après avoir déjà réduit leurs pouvoirs à force d'ordonnances et de nouveau règlement de l'Assemblée nationale. En témoignent les outrances verbales des porte-parole macronistes. Certes il y a un effet de concurrence pour récupérer les thèmes de M^{me} Le Pen dans l'espoir de lui prendre aussi des voix.

Ainsi un régime autoritaire de type nouveau s'est mis en place. Il s'enracine dans le préjugé technocratique pour qui toute discussion est une perte de temps. Il se nourrit du mépris de classe des parvenus à l'égard des gens de «rien». Il se justifie par une vision aberrante de la France comme start-up dont le génial PDG, enfant prodige, traverserait sans dommage le pont d'Arcole trois fois par jour. Il se traduit par le plus violent recul des libertés depuis l'Occupation. Il a son dogme : maintenir dans la tempête un système économique qui épuise l'homme et la nature. Périssent la civilisation humaine plutôt qu'une fortune immorale. Oui, une nouvelle façon de vivre nous est imposée de force : en dessous d'un certain seuil de revenus et de mètres carrés disponibles, il faut survivre, sans rites humains, sans sorties, sans vie culturelle, sans vie sociale. La mort par Covid permanent et terrorisme épisodique serait installée dans nos foyers. Elle a été rendue maîtresse de nos vies qui en étaient le refus.

Jean-Luc Mélenchon député des Bouches-du-Rhône, président du groupe LFI à l'Assemblée(<https://www.liberation.fr/auteur/7183-jean-luc-melenchon>)